

9/25. Mai 1978

771.22(1.11) - CP/n
 771.22(1.12)
 771.22(1.14)
 771.22(1.02 Q)

an	WP/NDK	WZ	Dist
Objet	9.5		24.5
Ving	12.1	WZ	WZ
EPD	020578	15	
Ref.	+ 311-Indien		

Distribution : - DFF-DDA, Berne
 - M. F. Bieri,
 Patiala
 - M. F. Dériaz,
 Trivandrum



Note de dossier : Avenir des projets indo-suisse
 d'élevage

Discussions le 20.3 avec T. Narayanan (N), directeur de
 l'élevage à la commission du plan,

le 28.3 avec B. Sivaraman (S), membre de la
 commission du plan,

le 17.4 avec S. Krishnamurty (K), deputy Animal
 Husbandry Commissioner au ministère de
 l'agriculture

Le but de ces discussions était de demander à mes interlocuteurs
 comment ils voyaient l'avenir et l'expansion de nos projets d'élevage.
 Le diagnostic introductif que j'ai posé et les solutions que j'ai esquissées
 ont été exposés dans ma note du 7 février résumant mon entretien avec le
 nouvel Animal Husbandry Commissioner.

1. Elevage en général

1.1. Les grandes lignes du 6e plan ont été tracées et le programme
 d'exécution est en train d'être préparé. A titre provisoire,
 une somme totale de 825 crores de roupies a été allouée par la
 commission du plan pour le secteur de l'élevage et des laiteries
 durant le 6e plan. A cela, il faut ajouter les composants qui
 concernent l'élevage dans les programmes spéciaux, tels que DPAP,
 Command areas, IRDP, Tribal Welfare, etc. Cette somme qui recouvre
 aussi bien le plan central que les plans des Etats, représente
 un montant double de celui du 5e plan.

1.2. Dans ce cadre, la seconde phase d'Operation Flood I ajouterait
 sept Etats - Himachal Pradesh, Jammu & Kashmir, Sikkim, Megalaya,
 Assam, Kerala et Orissa - à la liste des dix Etats bénéficiant
 de la première phase d'Operation Flood I (dont le Karnataka, le
 Madhya Pradesh et le Rajasthan avec le soutien de la Banque mon-
 diale). Il s'agit de projets soutenus par le Centre (centrally
 sponsored) selon le fameux Anand pattern.

./.



1.3. En outre, une Operation Flood II est en cours de préparation avec le soutien de la Banque mondiale et du PAM. Elle s'étendra à 25 régions regroupant en tout 155 districts dont la sélection finale doit encore être faite en consultation avec les gouvernements d'Etat. Kurien, président de NDDB, veut que les fonds passent par son organisation qui dans chaque région soutiendra des State Federations of Cooperative Unions et il s'oppose à ce que des State Dairy Corporations ou des départements de l'administration bénéficient d'Operation Flood II. Selon N, la question n'est pas encore finalement tranchée et quoi qu'il en sera, Operation Flood II est le principal projet dans ce domaine, mais pas nécessairement le seul. Il n'est pas question de donner une exclusivité à NDDB.

2. ISPK

L. 317 Indien 1

- 2.1. Dans le cadre de la seconde phase d'Operation Flood I, la commission du plan a donné son accord à la demande du Kerala pour une allocation de 4.86 crores de roupies (soit 10 à 11 millions de francs) pour financer un programme intégré de production de lait et d'équipement de laiteries dans les districts de Trivandrum, Quilon et Allepey. Le ministère des finances doit encore donner la sanction finale. Selon N, si le Kerala réclame sa part d'Operation Flood II avec virulence, le gouvernement central ne pourra pas totalement ignorer cette requête, mais pour l'instant le Kerala ne s'est pas mis sur les rangs.
- 2.2. K m'informe que l'Ambassade de l'Inde à Berne a annoncé que la Suisse allait allouer 6 à 7 crores de roupies (soit près de 20 millions de francs) pour le développement laitier et le Département des affaires économiques du ministère des finances est saisi de cette question. Cette information contredit les instructions de retenue que la DDA m'a faites tenir le 6 avril (télégramme no. 127) dans la discussion d'une aide financière éventuelle au Kerala en ce domaine. Quoi qu'il en soit, nos partenaires du Kerala ont tout à fait présent à l'esprit la déclaration que M. Menzi avait faite, sur instructions de Berne, à une réunion du comité directeur du KLD & MMB en 1976, quant à l'octroi d'une aide financière, et je ne vois absolument pas comment nous pourrions faire machine-arrière. Tout au plus le montant de cette aide reste à déterminer en fonction des besoins réels et du plan de développement du KLD & MMB (master plan) qui sera établi d'ici peu.
- 2.3. S qui était au courant de notre intention d'accorder une aide financière au Kerala, y est favorable, mais recommande la prudence. En effet, à ses yeux, la politique des prix du lait au Kerala est une affaire trop politique et pas assez économique.

Comment peut-on acheter le lait au producteur à Rs. 2.- le litre et le revendre après traitement à Rs. 1.50 ? Le gouvernement du Kerala va s'y ruiner. Pour la région centre et nord du Kerala - à laquelle irait notre aide, puisque l'allocation mentionnée sous 2.1 porte sur le sud - S voit difficilement quels débouchés existent pour une production abondante de lait. La politique des prix du Kerala empêche une vente de surplus de lait (p. ex. en poudre) à l'extérieur de l'Etat, car les prix ne seraient pas compétitifs avec ceux d'AMUL qui paie au Gujarat au producteur Rs. 1.50 le litre de lait de buffle et Rs. 1.20 le litre de lait de vache (à ce propos, le prix subsidié du litre de lait au consommateur, distribué par le Delhi Milk Scheme dont la direction a été confiée à M. V. Kurien, vient de passer de Rs. 1.30 à 1.80, soulevant un tollé politique à Delhi !).

- 2.4. Le 6e plan est dans un état d'élaboration assez avancée et il se pourrait qu'il soit publié cet automne. Comme nous n'avons pas encore été en mesure d'indiquer officiellement notre intention d'accorder une aide financière, il se pourrait que nous nous heurtions à quelques difficultés supplémentaires en matière de "plan ceiling", auxquelles nous sommes d'ailleurs habitués. Elles seront certainement plus facilement surmontables que par le passé, car les normes ont changé et maintenant seuls 30 % d'une aide de ce genre doivent trouver place sous le plafond d'investissements fixés par le plan du gouvernement central pour le plan de l'Etat concerné et 70 % peuvent être en dehors de ce plafond.
- 2.5. Un accord d'aide financière est passé avec le gouvernement central. Indépendamment des conditions de l'aide (don ou prêt sans intérêt ou à intérêt modéré, durée de remboursement, etc.) fixées dans l'accord, le gouvernement central peut fixer des conditions différentes pour le bénéficiaire final de l'aide. En principe, l'assistance fournie par le gouvernement central aux plans des Etats est à 30 % sous forme de don et à 70 % sous forme de prêt. Cette question devra encore être étudiée, en particulier à la lumière de l'aide financière accordée par d'autres pays.

3. ISPP *t. 377- Indien 60*

- 3.1. A ma question de savoir quel avenir nous devrions prévoir pour notre collaboration et s'il convenait de traiter séparément le projet de croisement propre au Punjab et le troupeau de bétail pur dont le rôle est national, N m'a suggéré que nous nous retirions à la fin de la phase actuelle et a souligné que le gouvernement du Punjab n'admettrait probablement pas de diviser en deux le projet actuel pour qu'une moitié (le troupeau de brunes suisses) passe sous le contrôle du gouvernement central. Il a ajouté que tout compte fait il n'était pas tellement en faveur du maintien de troupeaux de races pures exotiques.

- 3.2. Cette prise de position a été infirmée par S qui prévoit dans chaque Etat l'établissement d'une ferme soutenue par le gouvernement central pour y maintenir un troupeau de race exotique et y traiter la semence. En ce qui concerne le Punjab, cet Etat pourra demander qu'une ferme soit "centralisée". Selon S le choix se pose entre Amritsar et Patiala. Si le Punjab porte son choix sur Patiala, le gouvernement central n'aura aucune objection. Je n'ai pas posé la question de savoir quelles chances il donnait à une ferme de brune suisse dans un Etat où les politiciens et les gentlemen farmers ne jurent que par la Hstein-Fresian ! Quoi qu'il en soit, S m'a assuré que des "central facilities" au Punjab recevraient l'appui du gouvernement central. Il a en outre fortement insisté sur la nécessité de mettre en place des "progeny testing schemes".
- 3.3. J'aurais aimé recevoir des prises de position plus claires et nettes. Je crois qu'il y a toutefois une légère flexibilité que pourra exploiter la mission d'évaluation que nous avons prévue pour l'arrière-été 1978. L'avenir du troupeau de race brune suisse, son financement, sa gestion et son utilisation forment une des principales questions auxquelles cette mission devra répondre en suggérant une solution qui recueille l'assentiment de nos partenaires.

4. ISPA

A. 377- Indien 90

Bien que la phase actuelle du projet ne se termine qu'en 1980, j'ai mentionné l'intérêt manifesté par le département de l'élevage d'Andhra Pradesh pour une extension future du projet vers le sud dans une zone d'élevage du buffle. N trouve l'idée bonne et conforme aux directives du plan national. S se montre plus sceptique quant aux résultats de l'insémination artificielle chez les buffles et à la possibilité de sélectionner de très bons buffles reproducteurs. Je ne pense toutefois pas que, bien informé sur l'expérience que nous avons acquise à l'ISPP et sur les buts qui seraient visés à l'ISPA, S s'opposerait à une telle extension du projet.

5. 4e projet d'élevage

5.1. N n'a pas tellement d'idées à ce sujet et mentionne que l'Orissa offrirait peut-être des possibilités. BAIF va être chargée d'un projet d'élevage dans 15 blocs au nord de l'Orissa. (Cf. ci-joint une note générale décrivant le rôle que pourrait jouer BAIF) - le soutien de DANIDA n'est pas exclu) ; nous pourrions compléter cette action dans une zone adjacente. S quant à lui souligne l'absence de marché pour le lait en Orissa.

5.2. Selon K le directeur de l'élevage en Orissa, le Dr. Panda, est en train de préparer un avant-projet à notre intention et le soumettra tout d'abord à l'attention du gouvernement central. La procédure risque d'être assez lente, car le nouvel Animal Husbandry Commissioner, le Dr. Prasad, désire observer soigneusement toutes les "rules and regulations" avant de nous saisir de la question.

6. Elevage caprin

N est favorable à l'idée que nous avons lancée. Il donnerait la préférence à un projet "centrally sponsored" dont l'exécution serait confiée à un Etat, car le gouvernement central n'est pas équipé pour gérer directement un tel projet. J'ai tenu compte de ses suggestions dans la lettre que j'ai adressée le 29 mars au joint Commissioner (Sheep and goats) concernant la mission que MM. Grünenfelder et von Siebenthal effectueront probablement en juin.

H. Ph. Cart

- Annexes : ✓ Preliminary report on Cattle and Buffalo Development (Objectives, Policies and Programmes for the 6th Plan), November 1977
- ⊆ Base paper for discussion on integrated project on cattle breeding (...) through Bharatiya Agro-Industries Foundation, Planning Commission (1978 ?).

t. 311 - Indien